

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.913

Après une politique de démolition de l'autonomie énergétique

Environnement : la régression de La Réunion



Jadis connue pour son plan d'autonomie énergétique, La Réunion l'est maintenant pour un projet anti-environnemental: quelle régression.

En 2008, la Région Réunion organisait avec l'UICN et l'Union européenne une semaine de rencontres internationales autour des thèmes du climat, de la biodiversité et des effets du changement climatique sur les îles. La Réunion était alors une région en avance, et la conclusion de Paul Vergès pouvait alors être de lancer un appel à l'autonomie énergétique des îles pour 2050. Six ans plus tard, à cause de décisions politiques notre île a régressé. Les responsables de cette situation tentent de se refaire une virginité mais leur manœuvre ne trompe personne. Leur colloque est relégué dans un lieu isolé, et aucun commissaire européen ou ministre n'a fait le déplacement.

par Paul Vergès, des délégués de plus de 350 congressistes venus de plus de 40 pays avaient participé aux travaux d'un colloque international co-organisé par l'ONERC, l'UICN et soutenu par la présidence de l'Union européenne: l'Union européenne et l'Outre-mer: stratégies face au changement climatique et à la perte de la biodiversité. L'essentiel des débats se sont déroulés en plein Saint-Denis, au théâtre de Champ Fleuri. Il rassemblait des scientifiques, des ONG et les plus hauts responsables de l'Union européenne et de la France en charge de l'environnement.

Du 7 au 11 juillet 2008, le monde de la protection de l'environnement s'était donné rendez-vous à La Réunion. A l'initiative de la Région présidée alors

Suite en page 2

C'est Jean-Louis Borloo, le ministre de l'Ecologie qui avait officiellement lancé le colloque saluant «le siècle d'avance» de La Réunion, et il s'est conclu par une Déclaration de Saint-Denis soutenue par l'intergroupe Environnement du Parlement européen.

L'autonomie énergétique pour 2025

Cet engouement et cette solennité ne devaient rien au hasard. La Réunion était l'exemple vivant d'une ambition en phase de réalisation: l'autonomie énergétique pour 2025. Pour atteindre ce but, la Région Réunion avait développé une stratégie, le PRERURE, et crée des outils dont l'Agence régionale pour l'énergie Réunion (ARER). C'est donc fort logiquement qu'à l'heure de conclure les travaux, Paul Vergès avait lancé un mot d'ordre s'ap-

puyant sur l'expérience réunionnaise: l'autonomie énergétique des îles pour 2050.

L'année suivante, tous les protagonistes de ce congrès s'étaient retrouvés à Copenhague lors de la Conférence internationale sur le Climat. C'est là que Rajendra Pachauri, président du GIEC, avait rendu hommage au projet «formidable» de l'autonomie énergétique pour 2025.

Depuis 2010, la démolition

C'est à partir de 2010 que la crédibilité de La Réunion a pris un coup, conduisant à la régression actuelle. Les premières mesures de Didier Robert ont été précisément de combattre l'autonomie énergétique. Il a choisi de stopper la géothermie, et d'arrêter le chantier du tram-train électrique. Il a laissé le gouvernement

s'attaquer au photovoltaïque ce qui donne la catastrophe actuelle à Giordano.

Le projet de nouvelle route du littoral éloigne encore La Réunion de l'objectif de l'autonomie énergétique. Il privilégie en effet le mode de transport le plus polluant. Quant à l'ARER, elle a été démolie.

Les responsables de ces décisions tentent de se refaire une virginité en montant un colloque sur le climat. Mais la manœuvre ne prend pas. En effet, ce colloque est décentralisé dans un lieu isolé, loin de la population et les têtes d'affiche politiques ne se bousculent pas.

C'est que depuis 4 ans, La Réunion a fortement régressé et seule restera dans l'histoire la Déclaration de Saint-Denis, du 11 juillet 2008, quand La Réunion était en avance.

M.M.



Un train dans une zone densément peuplée comme La Réunion. La Région Réunion est contre ce type de projet, elle préfère condamner les Réunionnais au tout-automobile. C'est une régression.

Édito

Placez les 300 Nigériennes kidnappées en haut du podium

De nouveaux enlèvements de jeunes filles ont eu lieu au Nigéria. Selon les informations qui circulent, apparemment, les auteurs du rapt seraient Boko-Haram, un groupe présenté comme radical. Celui-ci se serait déjà illustré dans ce grand pays d'Afrique, en arrachant plus de 200 jeunes filles à leur famille. Il y a 2 mois de cela, le monde entier s'était ému de cette situation effroyable mais sans résultat positif jusqu'à ce jour. Le nouveau drame interpelle : comment cette récidive a-t-elle pu être possible? Encore combien la prochaine fois?

On se rappelle qu'au début du mois de mai, Michèle Obama avait réussi à soulever l'indignation de l'opinion mondiale contre l'enlèvement de ces jeunes Nigériennes. A l'issue d'un discours, elle avait lancé un hastag qui avait déferlé sur les réseaux sociaux : #BringBackOurGirls (rendez-nous nos filles). Ici, même, à La Réunion, plusieurs initiatives ont été prises pour s'indigner du sort de ces personnes. Depuis, on reste étonné de l'absence du moindre indice.

Pourtant, il est prouvé que les Etats-Unis disposent de moyens exceptionnels pour espionner tout le monde, y compris des chefs d'état. Le consultant de la NSA, Edward Snowden, a fourni beaucoup de détails sur cette entorse au droit individuel et à la souveraineté des Etats. Compte tenu de ces capacités, comment des groupes de gens aussi dangereux que ces kidnappeurs peuvent-ils se déplacer en toute impunité et agir

avec autant d'aisance? Pourquoi, les pays occidentaux qui disposent de puissants moyens d'intervention et de prévention, n'ont-ils rien découvert jusqu'à ce jour? Et les autorités nigériennes, elles-mêmes,...Qu'y a-t-il de plus prioritaire?

N'est-ce pas indécent d'organiser une grande fête mondiale à travers le sport au Brésil, pendant que 300 jeunes filles sont traitées en esclaves quelques part en Afrique? Jusqu'ici, les organisateurs n'ont pas eu un seul mot de compassion envers ces jeunes, pourquoi? Même pas un message de Dilma Rousseff, une femme, présidente du Brésil, pays organisateur.

On parle tellement des frasques des femmes de footballeurs qu'on aurait pu se saisir de cet événement mondial qui touche la jeunesse pour lancer un message de fraternité et de respect. Rappelons-nous, en 1968, aux JO de Mexico, des athlètes noirs américains sont montés sur le podium, le poing vers le ciel ou un béret noir sur la tête, pour dénoncer la ségrégation raciale dont les noirs étaient victimes aux Etats Unis. Il reste encore suffisamment de match pour placer les 300 filles kidnappées en haut du podium de la coupe du monde de football.

Ary Yée Chong Tchi Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr

La prévision du Budget 2014 démentie

Une croissance limitée à 0,7% selon l'INSEE

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) vient de publier sa note de conjoncture, intitulée «La croissance revient mais ne décolle pas». L'institut est beaucoup plus pessimiste que le gouvernement, qui a établi son projet de loi de finance sur une prévision de croissance de 1% pour 2014.

Un contexte morose

En comparaison avec les pays de zone euro, la France serait repassée «au vert», pas assez pour concurrencer le dynamisme de l'Allemagne, dont la croissance est attendue à 2,1% en 2014, mais aussi du Royaume-Uni avec 2,8% ou de l'Espagne, 1,3%. D'après Vladimir Passeron, chef du département de la conjoncture de l'INSEE, «il y a des pays qui font mieux, d'autres moins bien», rappelant que la France se situait tout juste dans la moyenne de la zone euro.

Ce dernier a indiqué que sur l'ensemble de l'année 2014, les dépenses d'investissement des entreprises rebondiraient modérément de +0,7% après -0,6% en 2013. Ajoutant qu'on ne peut pas espérer de franche accélération de l'investissement», face à un moral des entrepreneurs qui stagne depuis 9 mois, a minimisé Vladimir Passeron. Cependant, la mesure gouvernementale du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a permis aux sociétés d'amortir les dernières hausses de TVA.

Un bémol, le pouvoir d'achat des ménages, devrait progresser cette année, soutenu par la hausse continue des salaires réels et par un «moindre dynamisme» des prélèvements obligatoires, note l'INSEE. Mais cela ne permettra pas d'accélérer la consommation, qui est attendue en hausse de 0,3% cette année, comme en 2013, ce qui ne permettra pas de relancer les achats de logements neufs.

Céline Tabou



En France, le BTP est en difficulté.

En moyenne annuelle en 2014, l'INSEE indique que «le PIB progresserait de 0,7%, soit une légère accélération après deux années de croissance très modeste». Pour les observateurs, l'institut «a sabordé les espoirs de croissance et d'emploi du gouvernement», en annonçant une progression de seulement 0,7% du PIB et une augmentation du chômage d'ici la fin de l'année.

Hausse légère de la croissance

Se voulant rassurant, Michel Sapin a argué que «l'INSEE dit que la croissance est là et ça c'est nouveau». Le ministre a indiqué à l'Agence France Presse, que «l'INSEE dit que la croissance ne décolle pas, notre objectif, c'est de la faire décoller, nous allons la faire décoller». Cependant, en dépit des perspectives économiques différentes de l'INSEE, de la Cour des Comptes et de l'ensemble des économistes, le ministre a maintenu sa prévision de croissance d'1%, assurant: «on n'est pas très loin».

Pour le gouvernement, un «choc de confiance» aura lieu grâce aux mesures mises en place pour soutenir les entreprises. Des mesures toujours contestées, car les contreparties d'une création d'emploi n'a pas été assuré par le gouvernement auprès du patronat. D'ailleurs, la France s'est engagée à ramener son déficit à 3% du produit intérieur brut (PIB) l'an prochain,

après 3,8% cette année.

En dépit de l'optimisme affiché par l'exécutif, un écart dans la prévision de croissance pourrait entraîner des sanctions de la part de Bruxelles. Celles-ci seraient la suppression des fonds structurels, dont La Réunion, dépend en grande partie. D'autant plus que l'INSEE prévoit une hausse du chômage de 0,1 point, passant de 10,1% à 10,2% (Outremer compris). Selon l'INSEE, au premier trimestre 2014, le taux de chômage s'est stabilisé à 10,1% de la population active en France en moyenne tandis qu'au deuxième trimestre, le taux de chômage augmenterait à nouveau légèrement, à 10,2% auquel s'ajoute une légère hausse de l'emploi total.

Des secteurs au ralenti

Dans le domaine de la construction, le secteur devrait reculer pour la troisième année consécutive en chiffre d'affaires, ce qui s'avère être un «premier frein» pour la croissance en France, selon Vladimir Passeron. De son côté, Laurent Clavel, économiste à l'INSEE, a expliqué que «la panne dans le BTP coûtera cette année 0,4 point de croissance à la France». Pour l'INSEE, le commerce extérieur n'apportera pas à la croissance cette année, et les entreprises françaises

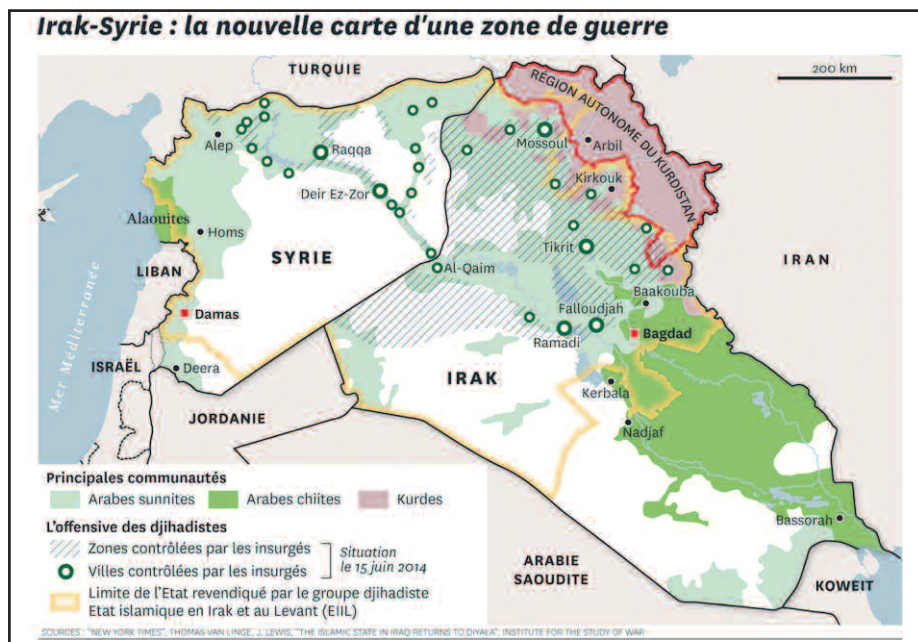
«ne profiteront pas à plein du redémarrage des échanges mondiaux», a prévenu Vladimir Passeron. D'ailleurs, plusieurs risques vont peser sur la prévision de croissance «déjà modeste», et «en premier lieu la mollesse des prix».

En fin, l'inflation en France devrait s'établir à 0,7%, comme en 2013, et le risque d'une franche déflation, baisse généralisée des prix paralysant l'économie, semble «de plus en plus proche», a indiqué l'INSEE.

Extension du conflit irakien en Syrie

Fusion entre Al-Qaïda et l'EIL

Le Front al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, s'est associé à l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) dans la nuit de mardi à mercredi 25 juin, permettant aux jihadistes irakiens d'être des deux côtés de la frontière syro-irakienne.



Le Front Al-Nosra contrôle déjà la localité irakienne d'Al-Qaïm en Irak, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Qualifié d'"acte d'allégeance", il s'est mis en place au moment où l'EIL continue sa progression dans la province de Deir Ezzor, dont fait partie Boukamal, dans l'Est de la Syrie sur la frontière avec l'Irak, a indiqué l'OSDH.

Une alliance confirmée

Selon l'Agence France Presse, un jihadiste de l'EIL a confirmé la fusion sur Twitter en publiant une photo d'un commandant égyptien du Front al-Nosra avec un chef tchétchène de l'EIL. Ces deux organisations sont issues du réseau Al-Qaïda en Irak, mais devenues rivales en Syrie, où elles se confrontent.

Pour le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane, Front Al-Nosra et l'EIL sont rivaux mais sont tous les deux des jihadistes et des extrémistes. « Cette allégeance créera des tensions avec les autres groupes rebelles, y

compris les islamistes, qui contrôlaient la ville et ses environs », a-t-il précisé.

De leur côté, un militant de Front Al-Nosra à Boukamal, a affirmé à l'AFP que « la tension est vive dans la localité et la situation va empirer car cette fusion causera de graves problèmes avec les tribus locales qui ne vont pas accepter ces changements, car elles sont hostiles à l'EIL ».

D'autres personnes interrogées, disent que « cette fusion est intervenue après une déclaration des chefs de brigades islamistes locales excluant le Front al-Nosra du tribunal islamique, qui exerce de facto le véritable pouvoir dans beaucoup de régions rebelles ». L'allégeance à l'EIL est arrivée dans un climat de tension entre Al-Qaïda et les rebelles locaux, a-t-il indiqué à l'AFP.

Vers un gouvernement national d'urgence

A l'annonce de cette allégeance, plusieurs personnalités ont appelé les autorités irakiennes à former un gou-

Cette carte publiée dans le New York Times montre que les Jihadistes veulent créer un Etat remettant en cause les frontières issues de la colonisation. La séparation entre la Syrie et l'Irak est le résultat d'un accord entre Français et Britanniques à la fin de la Première guerre mondiale.

vernement national d'urgence, incluant toutes les communautés de la société irakienne. Le but est de lutter contre les insurgés sunnites progressant rapidement dans le pays. La tension est vive en raison des divisions confessionnelles dans le pays, qui sont alimentées par le chaos dans lequel s'est engouffré l'Irak.

Le Premier ministre, Nouri al-Maliki, est accusé d'alimenter ces divisions, à travers sa politique « confessionnelle », rejetant les sunnites. Ces derniers ont d'ailleurs rapidement avancé en raison des défections de l'armée et des forces de sécurité, dont il est le chef suprême. Ce dernier a exclu la formation d'un nouveau gouvernement, rejetant les pressions de ses alliés occidentaux. Il a expliqué mercredi, dans la presse, que « les objectifs, dangereux » de la création d'un gouvernement national d'urgence « ne sont pas cachés. C'est une tentative de ceux opposés à la Constitution, d'éliminer le jeune processus démocratique et de voler le vote des électeurs », a-t-il assuré.

Le roi de la com

Deux pleines pages dans les journaux, des panneaux géants sur le bord de la route. La Région s'affiche en grand. Pourquoi? Bonne question... Pour la conférence internationale: les îles et le changement climatique. A la commande, le président de région dont nous connaissons depuis 2010 les exploits dans la défense de l'environnement.

Suppression du tram-train pour le tout auto, le tout bus, le tout embouteillages et pollution, Abandon des projets géothermiques exploitant l'éner-

gie du volcan, Désengagement pour le projet énergies de la mer qui aboutira finalement en Martinique, et enfin Construction d'une route sur la mer qui non seulement aura des conséquences tragiques sur la bio-diversité mais par son coût exorbitant endettera La Réunion pendant des années et empêchera la réalisation d'autres projets profitables à l'île et à sa population.

Environnement et aspect humain sont délibérément mis de côté par le président de Région qui remplace l'action

efficace par des incantations et de la communication à outrance.

Dans cette communication, la Région et Didier Robert omettent sciemment de rappeler le travail de Paul Vergès, créateur de l'ONERC, organisme qui a pour mission de proposer des adaptations et des anticipations aux dérèglements climatiques. C'est le fondement même d'une attitude partisane, passer sous silence le travail accompli par d'autres et essayer de faire croire que l'on est le seul et unique défenseur de l'écologie et du développement durable.

Marie-Hélène Berne

Nou Vé Nout Tram écrit à Nicolas Hulot

Nous refusons la fatalité. Nous faisons appel à la responsabilité des Réunionnais pour que le projet d'un réseau ferroviaire puisse voire rapidement le jour. C'est la seule et l'unique solution fiable pour résoudre nos problèmes de déplacements.(...)

C'est pourquoi, Monsieur l'envoyé spécial du Président de la République pour la protection de la planète, le Président de la République François Hollande s'était engagé dans ce sens. Et c'était sur la base de sa parole donnée que notre collectif avait appelé solennellement et sans défaillance à voter pour lui lors de la campagne pour les présidentielles. Nous vous rappelons ses propres paroles prononcées le 1er avril 2012 dans son discours à Saint-Louis lors de son passage à La Réunion, en tant que candidat et nous citons

«Vous avez besoin d'infrastructure, vous souffrez plus que d'autres régions de France et d'Outre-mer de ce problème des carburants, ce qui a justifié un mouvement qui s'est traduit au mois de février? Et bien, il nous faudra aller vers le Tram-Train c'était un projet que vous avez lancé et il appartiendra au prochain président de lui donner toute sa place...».

Et bien, 26 mois après son élection, nous avons l'honneur de solliciter, Monsieur l'envoyé spécial du Président de la République pour la protection de la planète, toute votre attention à ce dossier pour concourir à l'aboutissement de ce projet vital pour La Réunion.

N'attendons pas que nous soyons dans l'impasse dans 15 ans pour comprendre qu'il aurait fallu prendre une décision en faveur de la solution fer-

roviaire. Car, Le propre du politique par un effort d'analyse est d'anticiper les changements et, par son action, doit influencer le mouvement de l'histoire.

Monsieur l'envoyé spécial du Président de la République pour la protection de la planète, conscients de l'attachement que vous portez au développement durable et à la protection de la planète, et cela souligné par le Président de la République lui-même, nous vous demandons d'intervenir auprès du Chef du Gouvernement pour que La Réunion puisse bénéficier, au même titre que les Régions métropolitaines d'un TER (Transport Express Régional).

Car, ce projet ferroviaire ne pourra se faire sans l'appui et l'accompagnement de l'Etat. Il s'agira alors, d'étendre à La Réunion l'assurance de son financement, comme cela se fait dans les vingt autres régions de France. En effet, depuis 2002 avec l'acte deux de la décentralisation, les régions sont devenues des autorités organisatrices des transports ferroviaires sur leur territoire. De cette manière l'Etat participe à hauteur de 72% en moyenne au financement du TER à travers de deux types de dotations.

Par conséquence, dans le cadre du principe de l'égalité territoriale, La Réunion a droit à un TER comme dans les autres régions de France.

Par ailleurs, il est de la responsabilité de l'Etat de rétablir un réseau ferroviaire puisque c'était bien la puissance publique qui s'était engagé en 1955 jusqu'à 1970 de supprimer le chemin de fer de l'époque, pourtant performant.

Ainsi, l'Etat pourrait piloter le projet par la mise en place d'un organisme,

(de type Syndicat des Transports d'Ile-de-France), qui regrouperait toutes les autorités organisatrices de transport de La Réunion, chargé de coordonner la création et la gestion du TER.

Egalement, Monsieur l'envoyé spécial du Président de la République pour la protection de la planète, nous nous permettons de souligner que le protocole d'accord de Matignon 1, prévoyait une enveloppe de 430 millions d'euros pour un transport alternatif. Par ailleurs, il est pertinent de préciser que depuis 2001, et à plusieurs reprises mises à jour dans un livre blanc, la Commission Européenne a élaboré une stratégie de sa politique de transport visant un développement durable où elle préconise à travers certaines directives le transport ferroviaire dont ne bénéficie pas pourtant, La Réunion en tant que Région Ultra périphérique.

Aujourd'hui, les difficultés de déplacements quotidiens sont l'une des principales préoccupations des Réunionnais. Avec un parc automobile de plus de 350 000 véhicules et une progression d'environ 10% chaque année, le réseau routier, pourtant performant de La Réunion, est déjà asphyxié.

Monsieur l'envoyé spécial du Président de la République pour la protection de la planète, nous comptons sur votre intervention auprès du Président de la République, François Hollande et du gouvernement, pour faire avancer rapidement ce dossier qui est crucial pour le développement harmonieux et durable de notre région, La Réunion.

Krishna Damour
Porte parole du collectif **Nou Vé Nout Tram**

C'en est trop!

Angano 2003

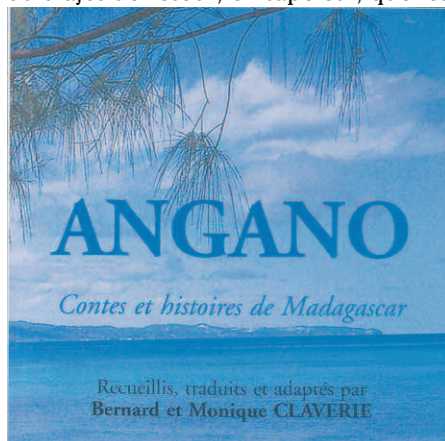
À perte de vue se déploient les Hauts plateaux; désolation d'une terre nue, vallonnée, fauve, recuite de soleil, que balaye le vent. Monotonie du regard que rien n'arrête: c'est le vent qu'on voit le mieux dans ce paysage. Les touches d'un vert sombre laissées par un tachiste maladroit fendillent l'invariable ocre. Défriché à outrance, le sol est devenu stérile et nu. Un ruban de bois ici ou là un peu enfoncé fait devenir le cours d'une rivière serpentine, masque de rides. Tassé au milieu du vent, un groupe de personnes chamarré est posté le long d'une route nue, un peu au-dessus de quelques maisons en pisé. Chacun s'occupe comme il peut dans l'attente d'un transport. Ça machouille, discute, somnole; avec parcimonie on fume. Taxi, taxi-bé, une quelconque voiture défoncée, un camion crachottant, à vrai dire n'importe quoi, fera l'affaire, dans lequel il n'y aura parfois pas une place - une fesse sur les genoux d'autrui, accroché au siège de devant, courbé, tout: pourvu qu'on puisse s'arracher à ce paysage désolé. Mais ça ne vient pas, rien ne vient ici, que le vent et l'ennui des vieilles idées rances.

Le silence impose comme s'il était mu par une fatalité: on y entend les véhicules avant que de les voir. Il faut tendre l'oreille. Le bruit sourd tarde, celui d'un vieux moteur qui monte, haletant, d'un capot blanc rouillé de 404, les suspensions mortes, qui dépasse le groupe à bonne vitesse; les gens font de grands gestes, le hêlent, avant qu'il ne s'arrête vingt mètres plus loin. C'est le signal du départ, chacun se met à courir, chargé comme il a pu. Jamais le taxi ne s'arrête devant les gens, à croire par manque de frein, de visibilité, de prévoyance, ou pour le plaisir de nous voir courir derrière, avec toutes nos valises, sac à dos, brinquebalants, ahahant, pour peut-être déjà trier dans le rétroviseur de la course les Élus et les autres, à la couleur de peau, sur le sexe, à la beauté du visage et du corps, sur l'âge, au faciès, pour distinguer les visages connus de ceux qui ne le sont pas, ou bien pour admirer le bel entrain de la course; ça, on ne le saura jamais - ici, tout est incertain. La première fois, Eric n'avait pas compris le jeu, cette fois il a gardé son sac au dos dans l'attente du départ, et il est parti très fort, ventre à terre, il est arrivé le premier. Il n'a pas eu de mal, il n'y avait avec lui que des vieillards, des femmes et des gosses, tous chargés de sacs en toile de riz, de balots et de vieilles valises. Il présente un visage victorieux à la vitre du taxi, et ne répète qu'une chose, l'index levé, essoufflé: «UNE place!» Le chauffeur et son second le regardent à peine, ils attendent la venue des autres concurrents qui déboulent et bousculent le vahaza pour parler tous en même temps en malagasy. Les portières s'ouvrent et aspirent dans un bruit de voix. Le taxi bas de caisse repart dans une arabesque de poussière et de gaz d'échappement puant. Sur le bord de la route, restent le touriste et une vieille dame. D'un geste sec et précis, le

second a fait monter les gens. Chacun s'est poussé, s'est tassé à qui mieux mieux. «Plus de place», et le tacot a démarré, bas de caisse. Eric et la vieille n'ont plus qu'à revenir à ce qu'on aurait du mal à appeler un abri bus - un fantôme d'abri bus. Il y retourne et a du mal à regarder l'ancêtre au cabas, cet autre lui-même.

Madagascar est ainsi: soit vous embarquez, soit vous n'embarquez pas, et vous ne savez pas pourquoi. C'est un mystère. Vous restez sur le bas-côté. Et si vous n'embarquez pas d'emblée, vous vous retrouvez vomis par la Grande Île. Cette malédiction-là a un nom, elle s'appelle le «Tsiny».

Eric se trimballe toujours avec son vieux compagnon, un vieux magnéto à bande, que ce soit sur l'Imérina, en région antakarakane, sakalave, ou betsimisarake, il recueille d'anciens contes au bord de l'oubli, les angano d'Ikotofetsy et Imahaka, et ceux des ancêtres pygmées Vazimbans. C'est ainsi qu'au cours d'une de ces expéditions littéraires, il s'aperçoit au cours du trajet de retour, en tape-cul, que les



Angano (Contes et histoires de Madagascar) par Monique et Bernard Claverie, aux éditions L'Harmattan, collection lettres de l'Océan Indien.

piles sont mortes au beau milieu du récit. Et puis, il y a les vieux mots dialectaux sur lesquels personne ne s'entend, l'insuffisance des traducteurs auto-proclamés qui proposent «taupe» pour «tandraka», et lion ou renard pour «fosa»... Seule la boisson trouvait un terme à ces sempiternelles disputes sémantiques et autres querelles de personne: un rhum qu'accompagnait un gazon-de-riz Ben Laden», riz d'importation pakistanaise qui valait moins cher que la production locale et qui la plombait calmait tout.

Au cours de sa picaresque quête, Eric fit la connaissance de ravissantes tsimihorinana, celles «qui ne se couchent pas sur le côté». Lui, abréuvé de lectures romanesques, il prenait ça pour de l'amour, alors que c'était seulement de l'oubli. Une parodie d'amour. Aussi repartait-il, dans le jeu de l'existence, comme une balle de ping-pong qui heurte la table. Un ohabolana le dit pourtant: «Ny lainga tahaka ny fasika: ka mora ama-mandry, fa sarotra amamifoha. (Le mensonge est comme le sable: il paraît doux quand on s'y couche, mais dur quand on se lève)». Car ces filles-là ne sont pas seulement menteuses, elles

sont le mensonge même.

Il finit par rencontrer la prostituée sacrée que l'on achète avec un morceau de son âme. À Majunga, il croise une superbe fille qui plante ses yeux d'ivoire dans les siens. Fasciné, il se retourne, elle continue son chemin, elle met alors ses mains sur les fesses moulées et rebondies pour se déhancher outrageusement avant de tourner enfin son fin visage vers lui en riant. L'aimée aux formes divines lui vole dans une chambre d'hôtel borgne son fric, sa valise et ses fringues. Il sort de la douche, cherche son caleçon, son tee-shirt, il ne trouve rien, il appelle, une mauvaise serviette en guise de pagne: «Gislaine!» Décalage entre la branchitude de ces jeunes filles et leur prénom, les plus éculés, qui leur vient en ligne droite de la colonisation. Il se met à comprendre la situation dans laquelle il se trouve, il veut retrouver Gislaine, lui faire la leçon, mais se rencontre qu'il n'a sur lui, autour de la taille qu'une serviette défraîchie. Il hésite à sortir sa tête de la porte de la chambre, et ce qu'il dit, c'est «Aza fady». Excusez-moi, en direction de la vieille femme qui sert de personnel de service, qui feint de ne pas comprendre le français.

Il se hâte d'aller demander, vêtements d'emprunt éculés et trop grands pour lui, une ardoise à l'auberge du coin en attendant la fin de la semaine pour pouvoir retirer à la banque le nécessaire. Là, il se plaint avant de se bourrer la gueule en geignant. Le chagrin et le dégoût l'emporte si loin que le gargarisme finit par lui dire: «Regarde-toi: toi-même tu es devenu un angano si comique que tu fais rire les petits enfants...»

Personne ne connaît de Gislaine dans la ville. Et pourtant toutes les affaires dérobées de ses anciens amants touristes sont à l'étal des boutiques de la ville.

C'est à Mada qu'Eric a appris que le beau n'est pas le reflet du bien, mais rien d'autre que le miroir de son désir. La psychologie désigne cela par l'effet de halo.

À son approche, dans la ville, tout le monde semble rigoler, du genre: «Ce que les Vahazas sont naïfs», et ça résonne dans toute l'île. La misère est ce qui se partage le mieux.

À Tana, la veille d'embarquer pour son vol de retour, des malgaches dans la rue rigolent de le voir tituber, ivre, plein d'échecs, sans son magnéto à bande qui lui a été fauché, et il chante de manière emphatique, les bras écartés:

«Embrasse-moi
Jusqu'à la dernière goutte
Comme on entre dans un puits...
Embrasse-moi encore,
Aspire mon âme
Comme on aspire au venin.
Love-moi!»

Une tenancière d'hôtel à Hell-Ville lui avait dit: «On dirait le paradis, mais il manque toujours quelque chose.» Et ce quelque chose, ce n'était pas lui.

Madagascar, c'est un peu ce joueur de kabôsy qu'on ne remarque pas, qui fait partie du décor, puis qui intrigue sans qu'on sache vraiment pourquoi jusqu'à ce qu'on découvre tout d'un coup qu'il joue avec deux phalanges en moins.

Jean-Charles Angrand

Otè!

Moin la perd mon paspor, mon vié paspor...

IDéza moin té rod a li, pars, kan moin la parti poz in demann po fé in not, vi ke sak moin lavé lété périmé, mi rod ,mi rod... mi trouv pa la kaz; kan mon fanm i di a moin ke lanployé dméri la dmann a él siél na in piès didantité, an natandan, pars él i doi gardé lansiin paspor, pandan ke lo nouvo lé an fabrikasyon!

Konm moin, moin na mon permid konduir; él sé dgard otomatikman mon vié paspor. Mé, po alé rézerv touzour mon bann pasaz dann konpani lavion, mi artourn ardmann lanployé mon paspor; donk él i romèt a moin.

Oté, moin té èk mon frèr; mi mèt a li si lo tablo dbor; kosa la rivé? Koman sa la pu spasé? Koman in ti livré konm sa i disparé? Sé in mistèr...

So matin, mi rosou in SMS po di a moin mon nouvo paspor larivé; moin na troi moi po alé trapé; koman mi sar fé? Normalman, mi doi arrann lo vié?!

Bon, mi sar déklar la zandarmri, é mi aport in prèv moin la perd?

Non, ti fé isi minm, an méri, lo déklarasion pert, rézman!

La, konm lanployé sé inn ansiinn élèv a moin, él na ka mèt a moin zéro, po in devoir moin la pa romèt, dan lé tan konm i fo!

Lot zour, té lo portmoné, avan té la klé loto, kékfoi sé lo téléphone, kan sé pa lé linèt!...

In kou, an sortan lo kabiné médsin, mi arrantr dmann a li si moin la pa lès mon sak: «atansion, lalzaimèr i ariv!».

Si zot na in solision -mi di pa lalzaimér viin pa- mé solman aténié inn ti pé son lété...

Paré na dé téknik; ma dmann mon kamarad psikolog!

Nana i di a ou, mèt touzour minm plas.

Oui, mé sa lé valab kan ou rès toultan minm plas!...La lé bien, lo boug i vé alé voyazé...é li komans par perd son paspor.

Bé koman i fé?

Ankor, vo mié li pèrd son paspor kotrosoz!?

Justin